

# Voies vers un système monétaire durable

*Hans Christoph Binswanger*

La crise financière actuelle prend une dimension monstrueuse. Le principe de dépenser plus que l'on a et que l'on encaisse, est devenu général pour de nombreux ménages privés, mais aussi avant tout pour le budget public des communes, des *Länder*, des États. Y a-t-il des moyens pour sortir de la crise ? — Le professeur d'économie politique et critique de la croissance, Hans Christoph Binswanger, de l'Université St. Gallen, signale comment le principe de croissance de l'économie résulte avant tout dans la création d'argent qui continue à l'infini et de la dynamique qui s'ensuit (spirale de croissance). Au moyen d'une réforme du système financier la contrainte vers toujours plus de croissance pourrait donc être surmontée.<sup>1</sup>

L'écrivain allemand connu Botha Strauss écrit : « Au fond, chacun reste convaincu d'un avenir, qui s'écoule en prorogation et taux de croissance. » En même temps, chacun reconnaît cependant que « cela ne peut pas continuer comme ça. En orientant autrement sa pensée avec beaucoup d'adjuration, l'être humain au fond ne se comporte pas différemment qu'un animal. La détresse seulement l'oblige à se comporter autrement ». — je suis à présent d'avis, que nous avons tant approché « du péril », que nous devons nous poser la question, au moins d'une manière plus urgente qu'avant, de savoir si avec le taux de croissance du produit social s'élevant constamment, c'est-à-dire avec la croissance infinie de l'économie, ne sont pas liées des nuisances collatérales dont nous devons prendre connaissance pour nous libérer du « péril ».

Avec cela il s'agit d'un double péril : premièrement il s'agit du péril économique de la tendance croissante à la formation de bulles financières spéculatives qui, lorsqu'elles éclatent, mènent à des crises économiques, à des crises d'endettement d'État et/ou à l'inflation. Et il s'agit secondement d'un péril écologique, qui peut être transcrit sous les mots clefs d'appétits d'énergie et de matières premières, de destruction de l'environnement et de rétrécissement du monde vivant naturel. La croissance de ce péril recommande instamment de rechercher des voies de modération, qui nous sortent hors de la zone de danger de la croissance incontrôlée et nous font entrer dans une économie durable. La question c'est : Comment doit-on procéder ? Ma réponse c'est : par une double stratégie dans la durée et la persistance :

- premièrement, avec un abaissement conséquent du taux de croissance du produit social à l'aide d'une réforme du système financier et
- secondement par des mesures spécifiques de relèvement de l'efficacité des ressources et de la protection environnementale.
- 

Tout d'abord je voudrais faire quelques commentaires qui concernent le diagnostic. Car celui-ci doit précéder la thérapie ! Ensuite je voudrais entrer dans les avancées possibles vers la réalisation de la voie proposée par moi, vers la durabilité et la persistance.

## « Que l'argent soit, et l'argent est »

L'évolution de l'économie et de la société modernes est marquée par la tendance continuelle à une croissance. Elle est devenue la ligne générale du développement. La croissance repose — et c'est ma thèse — dans une mesure essentielle sur la création infiniment continue d'argent et sur la dynamique qui en résulte.

Et quand on aborde l'argent, on doit d'abord savoir ce qu'il est, ce qu'est *aujourd'hui* l'argent. Je vous invite donc à faire avec moi une excursion dans le monde de l'argent. Qu'est-ce que l'argent ? L'argent c'est tout ce avec quoi on peut payer. On peut payer avec des billets de banque de la banque centrale, c'est-à-dire avec des crédits/avoirs/dépôts, qui sont passés en écriture dans les banques ; on parle à cause de cela de monnaie scripturale. On paie avec de la monnaie scripturale soit par ordres de virement ou au moyen de cartes de crédit. Aujourd'hui ce sont 95% pour cent des

---

<sup>1</sup> Johannes Lenz avait prié le Pr. Binswanger de prendre position au sujet de la crise financière actuelle. Là-dessus celui-ci s'était exprimé en Suisse, devant la Communauté des Chrétiens de Saint Gallen et Bern et avait confié le manuscrit des conférences à Johannes Lenz. C'est par lui qu'il nous est parvenu. En raison de l'importance fondamentale des exposés de Binswanger, nous nous réjouissons de pouvoir en réaliser la publication dans notre revue ! (rédaction de *Die Drei*, *ndt*)

paiements qui sont réalisés avec l'argent scriptural et 5% avec des billets de banque et la monnaie. L'argent scriptural peut être converti en billets de banque, mais les billets ne sont plus convertibles en pièces de monnaie comme autrefois. Les derniers restes d'une telle obligation de conversion ont disparu au début des années 70 du siècle dernier. Depuis cette époque, la banque centrale, sans tenir compte d'une quelconque réserve en or, peut émettre à la disposition des banques du papier-monnaie en quantité et à discrétion. De cette façon, la quantité d'argent — de l'argent scriptural et de l'argent de la banque centrale — est accrue année après année. On parle à juste titre de création de monnaie, en analogie avec la création du monde. C'est avant tout dans l'économie américaine que l'on parle pour cette raison aussi de « *fiat-money* », en allusion à la Genèse dans la Bible, au moment où il est dit : Dieu parla « *fiat lux et lux facta est* — que la lumière soit, et la lumière fut ». Ainsi parlent les banques aujourd'hui : « Que l'argent soit, et l'argent est ! ». Cette création d'argent peut continuer à l'infini, sans rencontrer de limites, lesquelles étaient autrefois imposées par les réserves en or limitées.

La création de monnaie résulte en argent scriptural primaire. Elle s'ensuit, cela est décisif, par l'autorisation de crédit donnée aux banques par l'État, aux ménages et — c'est le fond de la question — aux entreprises. Les banques sont productrices d'argent ; elles créent l'argent par l'autorisation de crédits. Cela se produit, attendu que les banques portent sur elle aux crédits des emprunteurs une somme sur un compte courant. Cette créance est l'argent scriptural. C'est à 100 pour cent de l'argent *tout neuf*, du fait qu'il n'est réduit par aucune somme sur un autre compte. Certes, une petite partie est convertie en billets de banque. Cette partie, les banques doivent par conséquent la tenir prête en quantité suffisante. Les banques centrales peuvent constamment les fournir plus tard aux banques, tandis qu'elles les reprennent des crédits des banques, lesquelles les ont accordées en quantités croissantes, et pour cela mettent à la disposition des banques les billets de banques le papier monnaie, en quantités pareillement croissantes, parce qu'en effet celles-ci mêmes — je le répète — ne doivent jamais être converties en or.

Ce qui est décisif donc, c'est que l'accroissement de la quantité d'argent, qui résulte de la multiplication des crédits, mène en général, normalement, à une croissance économique, car les entreprises utilisent l'argent, normalement, pour investir, c'est-à-dire pour acheter des rendements de production — des productions du travail, de l'énergie, des matières premières, des machines et autres — et relever ainsi avec ses productions la capacité de produire et la production. De cette manière, l'argent nouvellement créé devient supplémentaire, mais pourtant inconvertible, bien entendu il n'est plus convertible en or, mais en biens supplémentaires produits. La création d'argent qui résulte de la création de crédit, mène ainsi à une réelle création de valeur. Ainsi, sur la base de la création d'argent, s'accroît le Produit Intérieur Brut (BIP).

### **Du cercle à la spirale de croissance**

La croissance s'est développée comme un *perpetuum mobile*, en un processus qui se maintient lui-même en mouvement, en créant lui-même son préalable, lequel rendant possible sa continuation perpétuelle. Comment cela se produit-il ? Pour expliquer cela, je voudrais progresser en trois pas.

- Premier pas : cela vaut de montrer la nécessité d'engager de l'argent pour la formation de capital et avec cela pour créer et agrandir les entreprises et l'obtention de gains qui justifient la formation de capital : les entreprises doivent payer aujourd'hui les quantités de production des ménages et les moyens de productions d'autres entreprises, lorsqu'elles sont mises en œuvre, c'est-à-dire lorsque les entreprises mettent en mouvement la production. Les entreprises ne peuvent vendre les produits que le lendemain, lorsqu'ils sont produits. Car la production demande du temps ! Les entreprises ont, par conséquent, besoin d'une avance de fond, c'est-à-dire d'argent qu'elles n'ont pas encore utilisé pour payer les quantités de production et les moyens de production, avant de se les faire payer. C'est l'avance de fond, que nous appelons le capital, le capital d'entreprise. Le capital se compose de capital étranger — ce sont les crédits, qu'avant tout les banques accordent — et de capital propre, lequel est soit mis à la disposition des entreprises par les ménages, aujourd'hui avant tout sous forme d'achat d'actions, soit une part du gain, qui est gardée, et donc réinvestie et qui n'est pas

reversée en dividendes. Sans préfinancement, donc sans transformation d'argent en capital, sans avance de fond, il n'y a pas de marché, pas d'investissements ni de croissance de l'économie.

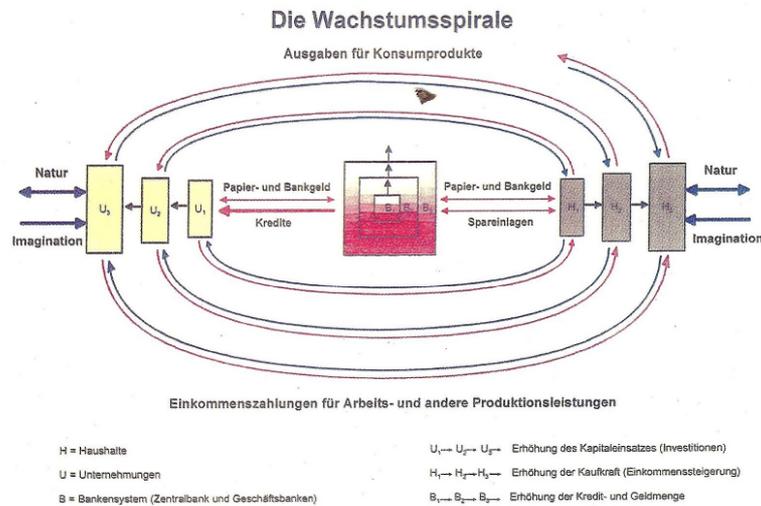
- Second pas : le capital en avance de fond revendique un gain. Pourquoi ? Parce que l'engagement de capital renferme un risque, qui doit être compensé. Le risque résulte du fait que les entreprises, au moment où elles investissent le capital, ne peuvent pas savoir, dans quelle mesure l'argent qu'elles ont investi leur reviendra demain lors de la vente des produits. Car le retour du flux d'argent ne s'ensuit d'abord que dans l'avenir. L'avenir est cependant toujours incertain. Afin de consentir au risque correspondant, les entreprises doivent pour cette raison — et la chose est justifiée — attendre un gain, à partir duquel l'intérêt pour le capital étranger soit payé, tout comme aussi un gain net pour la capital propre qui reste, lequel au moins couvre le risque. Cela doit valoir *en moyenne* pour toutes les entreprises si l'économie est censée fonctionner. Cela veut dire que la chance d'un gain doit toujours être plus grande que la chance d'une perte. La valeur d'attente du gain dans l'ensemble de l'économie doit donc être positive. Mais ceci est seulement le cas ensuite, si conformément à l'expérience la fréquence des gains en tout est constamment plus grande, et en outre continue d'être plus grande, que la fréquence des pertes, et si donc les entreprises en solde ont toujours fait des gains et le font, et donc qu'à partir de la somme des gains et des pertes de toutes les entreprises ensemble, résulte un excès de gain.
- Troisième pas : Il s'agit de la question de savoir comment peut naître un excès de gain d'une telle économie d'ensemble. Les gains des entreprises sont fondamentalement la différence entre recette et dépenses des entreprises — plus précisément : entre les recettes et les dépenses des entreprises pour la fabrication des produits, à partir desquels les entreprises réalisent leurs recettes. Les gains sont donc identiques à la différence entre revenus et dépenses. Afin que leurs recettes en solde puissent toujours réaliser des gains, l'ensemble des recettes en tout doit toujours être plus élevé que l'ensemble des dépenses. Comme cela doit-il se passer ? Cela n'est manifestement pas possible, si l'argent ne fait que circuler, si donc l'argent que les entreprises payent aux ménages pour leurs quantités de production, est simplement utilisé par les ménages pour acheter les produits que les entreprises ont réalisés avec leur aide. Car alors les recettes et dépenses des entreprises ne feraient toujours que juste se compenser. Il n'y aurait ensuite aucun solde positif de gain lors des sommes des gains et des pertes. Une telle chose ne peut naître dans l'ensemble de l'économie, que si l'argent afflue constamment.

Mais comment l'argent afflue-t-il constamment dans l'économie moderne ? Nous le savons déjà : tandis que les entreprises prennent des crédits auprès des banques, que les banques pour le moins préparent en partie par création d'argent, donc par augmentation de la quantité d'argent sur la voie du crédit, ou bien autrement dit : sur la voie de l'endettement. Les entreprises ont besoin des crédits — que cela soit répété —, pour investir, pour utiliser l'argent emprunté à l'achat supplémentaire de quantités de production, et donc pour croître. Les revenus des ménages comme ceux qui offrent ces productions de travail et de produits s'élèvent de cette façon avec la croissance du PIB, et les gains des entreprises avec la croissance des revenus des ménages, étant donné que ceux-ci dépensent leur revenu à l'achat des produits, que les entreprises ont fabriqués avec leur aide. Ainsi se justifie la dette.

Le « truc » là-dedans c'est que les ménages dépensent *tout de suite* leur revenu pour l'achat de produits que les entreprises ont fabriqués avec leur aide, car les ménages doivent bien survivre en effet. Ils deviennent donc *tout de suite* des revenus d'entreprises. Mais dans cet instant, les entreprises ne peuvent que vendre les produits, qui ont déjà été fabriqués, qu'elles ont donc fabriqués *avant* le nouvel investissement et de l'augmentation de crédit et d'argent qui lui est associée. Cela signifie que les recettes des entreprises, *avant* les dépenses engagées pour les produits, qui ont déjà été fabriqués et qu'elles peuvent à présent vendre, montent et leurs revenus sont plus élevés que les dépenses. De cette manière, prend naissance un gain dans l'économie

politique, en solde de tous les gains et pertes de l'ensemble de l'économie, lorsque la croissance continue.

De cette manière le circuit économique se développe en spirale de croissance, en *perpetuum mobile*, tandis que la croissance de la production avec l'aide de la création d'argent crée la condition préalable à ce que naissent des gains et avec ces gains de nouveau le préalable est donné pour engager du capital et rendre possible ainsi une nouvelle croissance (voir le schéma ci-dessous).



### La spirale de croissance

(Légende : H : ménages ; U : entreprises ; B : système bancaire (B. centrale et B ; d'affaires)

(Ausgaben, dépenses ; einkommen, revenus ; spareinlagen, dépôts d'épargne ; Papier- und bankgeld, argent scriptural et bancaire ; erhöhung, accroissement ; Kaufkraft, pouvoir d'achat ; Kredit- und Geldmenge ; quantité de crédit et d'argent)

**Commentaire au sujet de la « spirale de croissance » :** Le circuit économique entre les ménages (H) et les entreprises (U) — achat des performances de production des ménages par les entreprises et achat des produits fabriqués par les entreprises par les ménages — s'élargit à chaque « tour » : **a)** par des investissements des entreprises et **b)** par l'augmentation de revenu des ménages. Ainsi prend naissance la spirale de croissance.

Les paiements des entreprises aux ménages et des ménages aux entreprises sont réalisés par le système bancaire. Celui-ci s'agrandit par la croissance des bilans bancaires.

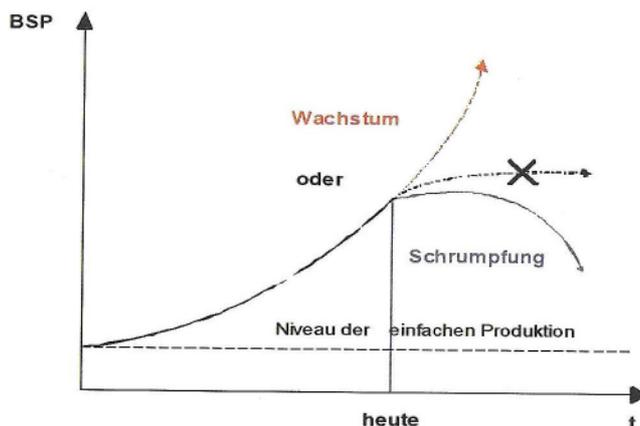
L'élargissement des circuits en spirale de croissance survient **a)** par la création d'argent sur la voie du crédit (flèche épaisse) et **b)** par le prélèvement des ressources de la nature (et par le rejet simultané de déchets et d'émissions de gaz dans la nature) et **c)** par l'imagination de l'être humain qui découvre de nouveaux produits et procédés.

### Obligation de croissance

Il est vrai que la croissance du PIB débouche — et ce n'est que le revers de la médaille — dans une obligation de croissance. Le processus de croissance *doit* continuer plus loin, car si un nouvel accroissement de la quantité d'argent ne se réalise pas constamment sur la base d'investissements nouveaux, qui engendrent une demande supplémentaire, le relèvement à la suite de l'offre à partir du dernier investissement tombe pour ainsi dire à vide. Alors il n'y plus — en face de la croissance correspondante de demande — de croissance correspondante d'offre. L'effet des investissements de la période passée sur les capacités, ou selon le cas, sur la production, apparaît, sans qu'il soit absorbé par un effet de recette d'un nouvel investissement. Le taux de bénéfice baisse en correspondance. Si celui-ci s'effondre finalement en dessous du niveau minimum que les entreprises ou selon le cas les donneurs de capitaux attendent pour compenser les risques d'investissement, les entreprises ne seront plus non plus en peine d'investissements supplémentaires et laisseront progressivement la production s'arrêter. Enfin, les intérêts peuvent ne plus être réglés. Une partie des entreprises de plus en plus importante fera des pertes et se retirera aussi avec cela du processus de production suite à des banqueroutes. À la place de la croissance de l'économie apparaît donc une réduction de l'économie. La spirale de croissance s'inverse et débouche dans une spirale de récession.

Il s'ensuit de là une *obligation* de croissance dans le sens que si un taux de croissance reste inférieur à un minimum, l'alternative à la croissance c'est la récession. Cela signifie : la stabilité et la

croissance nulle ne sont pas possibles dans l'économie moderne donnée aujourd'hui. Dans les conditions données de notre système financier, il ne doit pas y avoir de fin à la croissance (voir la courbe ci-dessous).



(Légende : BSP, PIB ; Wachstum : croissance ; Schrumpfung: récession; einfach produktion: simple production ; heute, aujourd'hui)

Cela ne veut pas dire bien sûr que le taux de croissance ne doit pas être relevé de manière quelconque. Un taux de croissance minimum, qui rende possible que le risque soit couvert, suffit pour faire fonctionner les entreprises. Sur la base d'hypothèse acceptable, j'ai calculé ce taux global à une hauteur nécessaire de 1,8%, dans mon ouvrage *La spirale de croissance*. Il pourrait être encore abaissé, si le risque était amoindri.

### Entraves à la croissance

Venons-en à présent à la crise. La condition préalable au maintien de la croissance c'est qu'aucun obstacle ne vienne l'entraver. Cela n'est sans doute pas garanti. La croissance est mise en danger par des crises qui deviennent de plus en plus aiguës, plus la dynamique de croissance est forte. Au premier plan se trouve la crise de financement et d'économie, comme nous en faisons l'expérience en ce moment et continueront de la faire. Elle est en premier lieu la conséquence d'une création exagérée d'argent qui ne sert pas au financement d'une croissance réelle de la production, mais au contraire, à l'achat spéculatif de valeurs en capitaux (actions, bien-fonds) dans l'espoir que leur prix, justement à cause de l'augmentation constante d'argent, s'élèvent toujours plus. Si l'augmentation de prix future est plus élevée que l'intérêt, on emprunte de l'argent aussi, pour acheter les valeurs en capitaux et ainsi pouvoir s'enrichir sans peine. La spéculation est de ce fait soumise au danger que les intérêts peuvent monter. Celui-ci surgit lorsque les banques centrales redoutent une dérive inflationniste, à cause de la quantité d'argent boursoufflée par les crédits spéculatifs, et, pour l'empêcher, relèvent les taux d'intérêt. Lorsque ceux-ci sont trop élevés, pour justifier les crédits spéculatifs, on en vient à une crise financière. C'est ainsi arrivé en 2008. Pour éviter celle-ci, les États devaient et doivent en outre venir au secours. Ils peuvent le faire en s'endettant auprès des banques centrales. Celles-ci peuvent donner infiniment d'argent, comme nous l'avons constaté. Mais alors l'inflation menace.

Qu'en serait-il alors s'il n'y avait pas de crise financière ni d'endettement d'État ? Est-ce que tout serait en ordre ? Non, parce que la tendance de croissance ne l'emporte que s'il existe des ressources naturelles disponibles en suffisance, à partir desquelles matières premières et énergie sont acquises lesquelles forment la base de plus de production. Cependant, la croissance économique sera de plus en plus confrontée à la pénurie à long terme de la nature, ainsi que des ressources et aussi aux déchets et émissions de gaz, car le monde comme la nature n'est pas infiniment grand. Son exploitation n'est pas étendue à volonté. La pénurie, dans un avenir pas très éloigné avant tout d'énergie, de certaines matières premières et denrées alimentaires, a déjà fait fortement grimper les prix avant même la crise actuelle. Après une éventuelle résolution de la crise actuelle, les prix redeviendraient de nouveau aigus, ce par quoi le danger d'une évolution

inflationniste viendrait s'ajouter massivement au danger d'inflation à cause de la création débordante d'argent, tandis qu'en même temps notre espace de vie naturelle continue de se réduire.

### **Réforme du système financier**

L'analyse des conditions décisives pour la croissance économique indique où les réformes pour contrôler la croissance doivent être engagées de manière primaire : sur l'argent. Il s'agit d'en venir autrement à l'argent que seulement au moyen d'une création débordante et incontrôlée des banques d'affaires.

Cela nécessite une réforme du système financier. Le point de départ peut être l'idée de l'argent 100% de l'économiste américain Irving Fischer, le plus important des économistes américains du 20<sup>ème</sup> siècle, qu'il a développée après la crise de 1929.<sup>2</sup> Son idée redevient actuelle, à présent — ou bien seulement juste —. Selon cette proposition, la banque centrale reçoit le droit exclusif de création de monnaie, tandis que les banques sont contraintes de couvrir l'avoir à vue en compte, et donc l'argent scriptural ou bien l'argent bancaire à 100% par l'avoir de la banque centrale, ou selon le cas en billets de banque. La banque centrale — et seulement la banque centrale — peut ainsi créer l'argent additionnel nécessaire dans sa propre régie. De ce fait la banque centrale reçoit la possibilité et l'obligation de déterminer ainsi l'étendue de création de monnaie proactive — et pas seulement réactive — de manière telle que des évolutions critiques et de nuisances collatérales soient le plus possible évitées, donc :

- Pas de bulle spéculative de la quantité d'argent avec la conséquence l'inflation et la réalisation d'élévation réellement non justifiée de valeurs en capital,
- la croissance de l'économie est maintenue dans des limites dans une mesure permettant une utilisation durable des ressources naturelles et
- en préservant aussi suffisamment d'espaces libres pour la nature afin de préserver des formes de vies naturelles.

Avec cela, il s'agit aussi d'une répartition de l'argent créé par la banque centrale. Une première possibilité consiste en une répartition de l'argent aux banques d'affaires. Cette solution s'appuie le plus étroitement sur la pratique qui a eu lieu jusqu'à présent.

Une seconde possibilité, c'est la distribution directe de l'argent à l'État. Dans ce cas l'État ne paye pas d'intérêt. Tandis qu'il utilise l'intérêt épargné pour rembourser les crédits que les banques d'affaires lui ont donnés, il peut réduire le poids des dettes, pour lesquelles aujourd'hui une partie importante de la recette fiscale doit être dépensée, et avec cela il peut baisser les impôts. Le contribuable disposant alors de relativement plus d'argent, peut l'utiliser soit pour la consommation ou pour l'investissement.

Une troisième possibilité est la répartition de l'argent aux ménages privés, en tant que revenu additionnel. La répartition de l'argent peut être mise à leur disposition par les communes sous la forme d'argent régional — nous pouvons désigner l'argent A, celui de pleine valeur et l'argent B ou R — l'argent qui ne peut être dépensé que pour des produits ou des services régionaux. Ce dernier encouragerait ainsi un développement géographiquement équilibré.

L'argent régional peut aussi être dépensé en tant qu'argent appelé argent de dépérissement, à savoir qu'après un certain temps, il perd du pouvoir d'achat, s'il n'est pas engagé soit dans des institutions d'utilité publique ou des fondations, avant tout à buts sociaux et culturels, soit prêté aux banques pour un certain temps — sans intérêt, mais alors dans ce cas, sans non plus de dépérissement de sa valeur. Dans ce cas, en effet, les ménages rentreraient en possession complète de ce qu'ils ont prêté, ou selon le cas avec une compensation tenant compte de la hausse des prix. Aux ménages pourrait être reconnu pour un prêt ultérieur de cet argent par les banques un droit de détermination, qui leur permettrait d'encourager des buts et projets au profit de la communauté.

Faire entrer les ménages dans la création d'argent valoriserait essentiellement la position des ménages en tant que consommateurs de biens et de services, comme donneurs d'argent à but

---

<sup>2</sup> Voir Irving Fisher : *100%Money — 100% Geld*, Kiel 2007 et Joseph Hubert/Jams Robertson: *Création d'argent dans la main publique*, Kiel 2008.

d'utilité publique et donneurs de crédit et avec cela renforcerait la souveraineté des consommateurs qui menace d'être perdue sous la pression de l'obligation de croissance et ouvrirait ainsi aux êtres humains de nouveaux espaces de liberté.

Avec cette proposition nous nous rapprochons du concept d'argent chez Rudolf Steiner. Il parle du fait que l'argent doit avoir trois fonctions : acheter, prêter, offrir.<sup>3</sup> Dans notre proposition, toutes ces trois fonctions ne sont certes pas réalisées par l'argent-A, mais bien par l'argent-B ou R, du fait que la validité de l'argent d'achat est fixée temporellement et qu'est rendue possible une validité adéquate de l'argent en tant que prêt et de don. Ainsi prêt et don deviennent plus attractifs, sans pour autant impliquer une création d'argent qui est liée à une obligation correspondante de croissance.

### Réforme des entreprises

La réforme du système financier doit être complétée par une réforme du *droit des entreprises*. Il s'agit en cela tout d'abord d'une révision du droit de la société par actions publiques. Les sociétés par actions sont une création de l'État. C'est pourquoi le droit de propriété des actionnaires n'a qu'un caractère restreint — conditionné par la législation de l'État. La possibilité existe donc d'en modifier les statuts par modification de la loi. Pour cela en fait partie une (nouvelle) répartition des actions nominatives et titres de propriété. Les actions nominatives n'ont cependant pas de durée infinie, mais pourraient ne pas être manipulées en bourse et pour le commerce extra-boursier une vente ne pourrait être possible qu'à l'issue d'une interdiction de trois ans. Les titres de propriété pourraient continuer d'être traités en bourse, mais en n'ayant qu'une durée limitée à 20 ou 30 ans, avec remboursement des investissements en capital après écoulement de la durée de validité. Comme cela se laisse démontrer par les mathématiques, au moyen d'une telle délimitation dans les deux cas, une montée de la valeur des titres serait automatiquement atténuée. Mais aussi — et c'est l'avantage — la chute éventuelle de la valeur des actions serait limitée vers le bas. Avec cela, le risque que se forment sans cesse de nouvelles bulles, qui éclatent toujours à bref délai, est essentiellement réduit. En même temps, des mesures pour la protection de l'environnement et une plus juste répartition des revenus se laissent plus facilement réussir.

Pour des projets à très long terme, des formes d'entreprises doivent être créées, qui s'orientent plus fortement dans les idées de fondation ou de coopérative.

La fondation est dirigée sur un but déterminé qui n'est pas seulement celui du gain. Les fondateurs pourraient certes en retirer une rente, financée sur le gain, mais la grande partie des gains est réinvestie dans l'esprit de la fondation. La participation au capital de la fondation, qui représente son capital propre, n'est pas traitée en bourse. De cette façon, la fondation se soustrait à la spéculation. Celle-ci peut acquérir ainsi une liberté d'action supplémentaire en intégrant une GmbH [*Gesellschaft mit beschränkter Haftung* Société à Responsabilité Limitée ou SARL..., à peu près, mais il faut y regarder de près dans le fait, *ndt*], qui réalise les affaires opérationnelles.

Une autre possibilité, c'est la revalorisation de l'idée de coopérative. L'entreprise coopérative est conçue comme une communauté solidaire et avec cela plus fortement référée aux personnes. Les gains restent statutairement dans l'entreprise. Chaque sociétaire a une part égale dans le capital de la coopérative et un droit de vote égal. Il ne peut céder sa participation que s'il découvre un nouveau sociétaire pour le remplacer. Une entrée en bourse n'est pas prévue. De sorte que la coopérative échappe à la spéculation.

Par de telles réformes dans la finance et dans les entreprises, non seulement la fragilité de l'économie aux crises serait essentiellement réduite, mais au contraire aussi la demande en ressources naturelles et l'hypothèque grevant l'environnement. Mais elle ne deviendrait pas nulle, puisqu'en effet, la croissance se poursuivrait quand bien même à un niveau plus bas. C'est pourquoi nous avons besoin d'autres mesures complémentaires pour augmenter l'efficacité de l'énergie et des matières premières, que ce soit par des réglementations, en partie déjà existantes, mais qui devraient être rendues aussi plus aiguës, que ce soit par l'introduction d'un impôt écologique, qui

---

<sup>3</sup> Entres autres testes : Rudolf Steiner : *Cours d'économie politique* (1922 ; GA 340), Dornach 2002, 6<sup>ème</sup> conférence.

*sur*-charge l'énergie, mais *dé*-charge le travail. On a déjà beaucoup discuté sur tout cela, de sorte que je voudrais me limiter à ces indications.

Mais je souhaiterais répéter ici la constatation — qu'inversement — toutes les mesures particulières ne suffisent pas pour ramener l'exploitation des ressources et l'hypothèque sur l'environnement à un niveau qui rende possible une manière durable et persistante de gérer l'économie. Les taux de croissance doivent en tout cas baisser résolument, pour pouvoir réaliser une économie durable et persistante. C'est assurément une grande tâche. Mais sa résolution — comme j'ai tenté de le montrer — est possible.

**Dis Drei, n°2/2013.**

(Traduction Daniel Kmiecik)

**Pr. Hans Christoph Binswanger**, né en 1929, enseigna de 1969, jusqu'à son éméritat l'économie politique à l'Université Saint Gallen. Au nombre des points essentiels, il se préoccupait d'économie des ressources, de théorie financière et d'histoire des théories économiques. Il développa l'idée de la réforme fiscale écologique et se profile depuis les années 60 comme critique de la croissance. Dans ses travaux, Binswanger a sans arrêt franchi les limites de sa propre discipline et il a été connu de ce fait par un public de plus en plus vaste. Parmi les ouvrages qu'il a publiés, entre autres : *Argent et magie. Une interprétation économique du Faust de Goethe* (Hambourg 2005), *La spirale de croissance* (Marbourg 2006), *En avant vers la modération* (Hambourg 2009), *La communauté de foi des économistes* (Hambourg 2011).